

19 Août 2013

Bill Gates en Afrique

Résumé

Depuis 2006 l'Alliance pour la Révolution Verte en Afrique se met à l'oeuvre – sans faire grand bruit – pour intégrer la partie profitable de l'agriculture africaine dans le marché mondiale.

Il s'y ajoute – parallèlement – qu'on essaie depuis 2010, également en Afrique, de mettre sous contrôle privé une composante essentielle: l'enrichissement biologique du sol avec l'azote. Encore une fois, l'acteur principal est la fondation Bill & Melinda Gates.

De Peter Clausing

On peut admettre que les révolutions ne sont plus à la mode. Cependant, une révolution verte qui mérite son nom serait bien nécessaire en Afrique. Car d'un côté, la faim est une réalité quotidienne pour 200 millions des hommes qui y vivent, d'un autre côté, il est possible de nourrir la population d'Afrique, maintenant et à long terme à l'aide des techniques agro écologiques.[1] Mais la révolution verte à laquelle on pense, si on entend ce terme, n'est jamais arrivée en Afrique.

Part I

La „Révolution Verte“

L'historique du terme „révolution verte“ date des années 1960. Il a été créé par William Gaud, jadis directeur de l'agence de „développement“ USAID (United States Agency for International Development). Le 8 mars 1968, Gaud tint un discours dans lequel il opposa la „paisible“ révolution verte initiée par les USA à la „violente révolution rouge de l'Union Soviétique“, qui d'après lui devrait être endiguée, alors que 5 semaines plutôt, les américains lançaient l'offensive „TET“ dans la guerre du Vietnam. La révolution verte est en réalité une contre révolution.

Le fiasco des USA dans la guerre du Vietnam (provoqué par les USA en 1964) fut le résultat d'une chaîne d'événements qui remis en question l'hégémonie américaine en Asie du Sud-Est. Tout commença en 1949, quand, après la guerre civile, la Chine ne fut pas gouvernée par Tschiang Kai Schek mais tomba entre les mains du parti communiste. Puis, dans les années 1950, la guerre de Corée n'eut pas l'issue souhaitée, l'ancienne colonie américaine des Philippines fut secouée par une guerre civile, tandis qu'en Inde se

passaient les révoltes du pain.

La révolution verte fait partie des efforts américains pour récupérer leur hégémonie dans cette région. Cette stratégie est poursuivie depuis les années 1950, même si l'annonce publique de l'expression „Révolution Verte“ n'apparaît qu'en 1968 seulement. Les succès de courte durée de cette révolution verte ont contribué à une diminution des tensions sociales dans cette région du monde. Cet aspect de l'hégémonie résultant de la Révolution Verte du 20ème siècle a été oublié en grande partie. Car si on parle aujourd'hui avec raison d'un échec de cette Révolution Verte, on pense avant tout à la baisse des rendements sur des sols fatigués, à la pollution de l'environnement qui en résulte et à l'épuisement des réserves d'eau nécessaire à son bon fonctionnement.

Qu'il y ait aujourd'hui 200 millions d'Indiens mal nourris et de manière chronique, assis sur une montagne de 20 millions de tonnes de céréales qui n'ont pas été libérées pour ne pas saborder les prix, met la lumière sur l'échec social de ce modèle agricole.

Mais la perte de la renommée que la Révolution Verte a endurée n'est que partielle car tout cela ne semble guère déranger. Trop fortes les images des champs de céréales bercées dans le vent, et trop puissant le discours d'avoir évité une catastrophe imminente de la faim, notamment en Inde. Ainsi, l'image de la Révolution Verte a été assez positive pour réutiliser cette expression en 2006 quand la fondation Rockefeller et la fondation Bill & Melinda Gates ont annoncé la fondation d'une „Alliance pour une Révolution Verte en Afrique“ (AGRA). Entretemps, cette alliance monstrueuse, cependant trop peu connue, s'est mis en action dans 14 pays africains et a dépensé, jusqu'à la fin de 2011, 380 millions dollar US pour atteindre l'objectif d'intégrer la partie rentable de la petite paysannerie africaine dans le marché mondial.

Semer la pauvreté

Les deux fondations (Gates depuis quelques années, Rockefeller depuis longtemps) ont montré un intérêt frappant au thème de l'alimentation. Notamment, s'il s'agit des semences et de la question de la production alimentaire. Qu'il s'agisse de l'ancienne ou de la nouvelle „révolution verte“ africaine, toutes deux concernent aussi bien la conquête des nouveaux marchés que des intérêts géostratégiques, mais l'analyse des intérêts géostratégiques dépasse le cadre de cette présente note.

L'engagement croissant de la Chine dans des divers pays africains est regardé par les USA d'un œil critique. Sur ce fond, l'hypothèse qu'en réalité AGRA veut mettre les pays concernés sous contrôle, n'apparaît pas improbable. Comme dans les temps de la guerre froide, elle représente la tentative, à travers la disponibilité des aliments, de gagner les „cœurs et cerveaux“ des régions concernées. Cela passe notamment par l'établissement des „chaines des valeurs“ dans l'agriculture africaine, formule présentée par la banque

mondiale dans son World Development Report en 2008 et auquel correspondent 100 % des projets „philanthropiques“ des fondations de Gates, Rockefeller et – comme il est encore a montré – de Howard G. Buffet.

L'AGRA, pour laquelle a été désigné comme président l'ancien secrétaire général de l'ONU Kofi Annan, a déclaré 4 pays comme points focaux (Ghana, Mali, Mozambique et Tanzanie) en tant que régions „greniers“. Elle est active dans 10 autres pays (Ethiopie, Burkina Faso, Kenya, Malawi, Niger, Nigeria, Ruanda, Zambie, Afrique du Sud, Uganda). Déjà, la concentration prioritaire en elle seule sur une région „grenier“, laisse apparaître l'argument mensonger de la lutte contre la pauvreté sur le site web de AGRA.

Pour l'instant, l'alliance est financée, en dehors des fondations initiatrices, par 14 autres Institutions, entre autres, les gouvernements du Danemark, de la Grande – Bretagne, Luxembourg, Norvège, Suède, Ghana, Kenya et les USA. Font partie de leurs partenaires entre autres, „ l'Association des Parlementaires Européens pour l'Afrique“ laquelle compte 1500 membres. Dans un discours public en décembre 2012 à Berlin, Kofi Annan a exprimé son espoir que l'Allemagne s'inscrive aussi parmi les bailleurs. Annan a souligné les succès de l'alliance: on a développé et „libéré“ 400 nouvelles variétés avec l'aide des paysannes et paysans locaux. En plus, 14.000 vendeurs agricoles (sic!) ont été formés pour diffuser les nouvelles variétés hybrides ainsi que des engrais dans les communautés rurales.

Ce qu'il faut reconnaître à AGRA – elle joue à la transparence tant promise même si c'est d'une façon manipulée. Que font les commerçants agricoles quand ils „distribuent“ les nouvelles variétés? Ils vendent des semences! Où? Dans les communautés rurales / les villages. Et d'où viennent les semences? Elles ont été développées „à l'aide des paysannes et paysans africains“. En clair: Des paysannes et paysans africains qui ont créé des variétés adaptées aux conditions locales pendant des générations, ont donné gratuitement des semences, lesquelles leur ont été revendues après quelques manipulations génétiques.

Dès le début, La Via Campesina et la Fédération Mondiale des Organisations de Petits Paysans, ont dénoncé AGRA comme étant un Cheval de Troie devant permettre l'ancrage dans l'agriculture africaine de variétés protégées par propriété intellectuelle, de techniques du génie génétique et de dépendances de l'économie du marché. Le Forum Social Mondial a sonné également l'alerte le 25 janvier 2007 à Nairobi. Il a intitulé sa déclaration finale „la Richesse de l'Afrique, la Diversité des Semences et le Savoir Paysan menacés par l'initiative „Révolution Verte“ des fondations Gates et Rockefeller. Dans leur stratégie agricole 2008-2011, la fondation Gates parle sans vergogne des conséquences sociales: « qu'avec le temps, cette stratégie va exiger une certaine mobilité rurale et une diminution de la proportion des personnes travaillant directement dans

l'agriculture. » [2] Autrement dit, on va pousser une partie des petits paysans dans les bidonvilles des métropoles africaines ou devant la porte du fort Europe.

Par la voie du cofinancement des diverses institutions, l'influence de la fondation Gates dépasse largement AGRA. L'ICRISAT (Institut Internationale de Recherche de Production Végétale dans les Tropiques Semi-aride), à coté d'autres instituts du réseau CGIAR [3], avec un budget annuel de 50 millions de dollars US, est financé à moitié par la fondation Gates. Les collaborateurs de la station de recherche de ICRISAT Matopos au Zimbabwe ont collecté pendant plusieurs années des semences traditionnelles des variétés de petit mil et de sorgho que les petits paysans leur ont laissé gratuitement. A l'aide de cette richesse génétique, ICRISAT développait des variétés „améliorées“ et les vend depuis 2010 à des entreprises semencières commerciales qui revendent à leur tour les semences reproduites aux paysans. [4] C'est le soi-disant Benefit Sharing selon les règles de la fondation Gates. Un des quatre départements, „création politique et partenariat“, de AGRA agit dans le même sens. Il est en train d'influencer les gouvernements des certains pays comme p.e. la Cote d'Ivoire, l'Ethiopie et Mozambique, pour qu'ils créent des lois pour empêcher le libre échange des semences, décrètent des stratégies nationales de fertilisation et formalisent le commerce avec les matières premières agricoles. On ne va certainement pas trop loin en supposant qu'après l'établissement de nombreuses petits entreprises semencières dans les différents pays africains se passera un processus de concentration à la fin duquel tous ces „start-ups“ seront avalées par des entreprises multinationales.

Est-ce seulement des suppositions? Peut être, pourrait-on arriver à combattre la faim par la promotion de „l'initiative privée“ en améliorant les rendements et ainsi les revenus des petits paysans misérables? Des études concrètes sur les expériences avec la nouvelle Révolution Verte témoignent l'absence de l'effet „trickle-down“ toujours et encore promis, donc, de la supposition qu'avec le temps, les pauvres vont également profiter des retombées du bien être économique. Concomitamment, les auteurs de ces études tirent la conclusion que l'inégalité sociale dans les pays n'est pas seulement cimentée par la Révolution Verte mais a été aussi approfondie. La lutte contre la pauvreté aurait du être autre chose que les riches deviennent plus riches et les pauvres plus pauvres. C'est ce qui est cependant la conclusion globale des recherches conduites au Malawi, Sénégal et Swasiland sur les effets récents de la Révolution Verte en Afrique. [5]

Succès sans „Experts“

Le Malawi est souvent présenté comme un cas de succès. L'ironie est que le succès du modèle agricole promu par la Banque Mondiale et d'autres institutions se base sur le fait

que le gouvernement malawien se passait des pré-conditions de ces bailleurs. Les dernières décennies, le pays a vécu régulièrement des crises alimentaires. Après 2005, le gouvernement a décidé de réintroduire des „paquets de relance“ subventionnés qui consistaient en engrais et semences. „Finir avec la faim en ignorant les experts“ intitulait le New York Times sa contribution sur ce pas le 2 décembre 2007. Grâce à ces „paquets“, avec 2,6 T millions, la récolte du maïs de 2006 avait plus que doublée par rapport à l'année précédente.

L'avant- dernière catastrophe de famine survenu en 2002 a coûté la vie de 46.000 à 85.000 hommes d'après les estimations. Et ce, parce qu'un programme de subvention pour des semences de maïs et de l'engrais minéral introduit en 1998 a dû être drastiquement coupé en 2001 sur ordre des bailleurs les plus importants (Danemark, Grande Bretagne, USA) et le Fond Monétaire Internationale (FMI). En plus, pour faire l'économie des coûts de stockage, le FMI exigeait la vente des stocks stratégiques des céréales du pays juste avant l'éruption de la crise alimentaire. Des fonctionnaires corrompus ont volontairement suivi cette exigence. Ils se sont débarrassés de la réserve et se sont enrichis personnellement. Sans les réserves de céréales stratégiques qui auraient pu atténuer l'augmentation des prix, le prix du maïs a triplé pendant la crise alimentaire et a conduit aux résultats catastrophiques décrits ci-dessus. Mais cela est aussi dû au fait que le programme subventionné de 1998 et les paquets de relance réintroduits en fin 2005 étaient basés sur des importations d'engrais chimiques et des semences hybrides de maïs qui représente au Malawi, comme dans les autres pays de l'Afrique Australe, l'aliment de base le plus important. Entre 2006 et 2011 le prix du marché mondial pour l'engrais minérale a doublé, et les dépenses pour les paquets de relance ont augmenté de 58,6 millions de dollars US en 2005/2006 à 210 millions de dollars US en 2008/2009. Il était prévisible que le gouvernement malawien manquerait de ressources, et que les coupons pour les paquets de relance à un tiers du prix de marché ne pourraient plus être distribués.

Aussi Rachel Bezner Kerr que Marie Jadvani tirent dans leurs études sur AGRA la conclusion que la plus grande production nationale de maïs en soi n'assure ni la sécurité alimentaire au niveau des ménages individuels, ni une provision adéquate en éléments nutritifs. L'unique focus sur une augmentation des rendements du maïs ne change par exemple rien par rapport au manque très répandu de fer et de zinc. Cela aurait exigé une alimentation diversifiée sur la base d'une production diversifiée. L'inondation du Malawi avec des semences hybrides de maïs ne conduit qu'à la disparition des variétés locales. Ces dernières sont échangées librement entre paysans ou sont vendues sur les marchés locaux à des prix abordables tandis que toutes les variétés hybrides sont vendues par des entreprises étrangères. Aussi bien pour les „paquets de base“ que pour les variétés à haut potentiel d'AGRA, on affiche des promesses qui se basent sur des composantes techniques singulières sans que les problèmes généraux de la société, comme la

distribution inéquitable de la terre et la position désavantageuse de la femme, ne soient abordés. L'AGRA n'est pas impliquée dans le programme de subventions du Malawi mais utilise cet exemple de manière explicite pour promouvoir son propre modèle d'agriculture industrielle.

Des dépendances téléguidées

La conclusion de Rachel Bezmer Kerr que la nouvelle Révolution Verte n'a rien appris à Malawi de l'ancienne de l'Asie pourrait être un indice qu'il se cache d'autres intentions derrière ces „révolutions“. Jeanne Koopman en apporte plus que des indices avec son analyse détaillée du scénario de la vallée du fleuve Sénégal. Elle présente une séquence étonnante des événements qui met en évidence le sabotage systématique de la souveraineté alimentaire par les institutions internationales. Jusque dans les années 1980, il existait dans la vallée du fleuve Sénégal un système agricole intact traditionnel de plus de 100.000 ha dans lequel on cultivait du mil, du niébé et des melons. Celui-ci était basé sur les crues annuelles des mois d'août et septembre par lesquelles les éléments nutritifs sont apportés au sol. Dans cette région, la période sécheresse des années 1970 et 1980 a eu des effets négatifs sur la zone sahélienne. Dans les années 1980, il a été décidé de construire deux gigantesques barrages avec des crédits de la banque mondiale, le barrage de Manantali dans la haute vallée au Mali et le barrage de Diama proche de l'embouchure du fleuve Sénégal.

Avec l'appui international, des systèmes d'irrigation entretenus par des motopompes et la culture du riz ont été introduits. La culture du riz n'était pas rentable mais le gouvernement sénégalais a été encouragé par la banque mondiale de la subventionner avec „l'argent de l'aide internationale ». Des telles subventions – provenant de la BM - ont été supprimées à partir de 1986. Dans le cadre des ajustements structurels, le Sénégal a été obligé de réduire son service d'appui-conseil agricole et de mettre au chômage les techniciens qui entretenaient les pompes pour l'irrigation. Au début des années 1990, les intrants agricoles (semences, engrais, herbicides) ne devaient plus être laissés à crédit aux paysannes et paysans. En revanche, la BM a établi une banque agricole et qui était responsabilisée pour gérer les dépenses. A la fin, les paysans n'ont pas eu d'autres choix qu'envoyer leurs enfants en ville pour payer les dettes avec l'argent qu'ils gagnaient là-bas.

En 1994, le Franc africain a été dévalué sur une décision unilatérale de la France ce qui a doublé les prix d'importation pour les semences et les intrants agrochimiques. En 1995 quand les prix mondiaux du riz chutaient, l'USAID a exercé des pressions sur le gouvernement sénégalais jusqu'à celui-ci libéralise le marché intérieur du riz. Ainsi, un système agricole original et durable basé sur une crue naturelle a été d'abord transformé en un système artificiel et ensuite pas à pas détruit. En une année, seul un quart de la superficie aménagée pour l'irrigation de 80.000 ha est cultivé.

Cela a été une sorte de préambule pour l'implication de AGRA et du Millenium Challenge Corporation (MCC), créée comme une agence américaine „d'aide au développement“ indépendante de l'USAID. Dans l'année 2008, AGRA et MCC signaient une intention formalisée pour coordonner leur dialogue politique avec les gouvernements africains. La distribution des rôles des deux institutions, illustrée par les exemples du Sénégal et du Mali, se présente comme suit: En septembre 2009, le MCC et le gouvernement du Sénégal ont signé un contrat d'un crédit de 500 millions de dollars US pour l'aménagement d'infrastructures d'irrigation sur 35.000 ha, le renouvellement de 150 km des routes et un projet pour la privatisation des terres afin de clarifier les questions de propriété foncière des superficies irriguées par une „législation moderne“. Le contrat entre MCC et le gouvernement stipule que 60 % des terres restent avec les communautés rurales, tandis que 40% devraient être transmises à des personnes en dehors des communautés. Donc, les CR doivent céder presque la moitié de leurs terres pour la tentative de restaurer leurs terres détruites et leurs systèmes d'irrigation ruinés.

Au Mali, un contrat entre le MCC et le gouvernement prévoit de privatiser 22.000 ha qui ont été utilisés jusqu'ici comme pâturages pour le bétail. Aux familles des éleveurs on a proposé 2 ha lesquelles auront une fonction de garantie pour l'achat de 3 autres ha sous forme d'une hypothèque de 20 ans – avec un prix à l'hectare entre 5775 et 7700 dollars US. On attend d'eux qu'ils s'approvisionnent des „paquets techniques“ avec des semences chères et des intrants agrochimiques. Le paiement quotidien d'un ouvrier agricole de cette région varie entre 1 et 1,5 dollar. Une constellation réellement criminelle car il est attendu que 90 % des „nouveaux paysans“ feront faillite à court terme pour qu'il y ait plus des terres disponibles pour la phase 2 du projet MCC. Dans cette phase, des superficies de 10 à 30 ha irrigables devraient être vendus à des producteurs maliens commerciaux ou des investisseurs étrangers. Ceux-ci seront des très bons clients pour les techniciens et commerciaux agricoles formés par AGRA qui vont leur conseiller les variétés hybrides avec tous les accessoires.

Jeanne Koopman renvoie à une interdépendance „très étroite“ du personnel des étages supérieures d'AGRA avec ceux des agro-entreprises comme Monsanto et Syngenta. En 2001, au Forum de l'Economie Mondiale à Davos, USAID a nommé 17 entreprises comme „partenaires de développement“ dans les pays du Sud, parmi eux les deux évoquées ci-dessus et Cargill et DuPont. Cette „nomination“ avait été confirmée en 2012 quand les mêmes entreprises à l'occasion de la rencontre des G8 en mai 2012 ont été désignées officiellement comme „partenaires du secteur privé“ pour „l'Alliance pour la sécurité alimentaire“ nouvellement fondée

Part II

Semer la dépendance

Malgré la critique fondée de la gauche AGRA est parvenu de ne pas tirer trop d'attention sur elle dans les médias et dans le milieu des organisations non gouvernementales et souvent seulement avec une notion ambivalente. Cela n'est pas trop étonnant car la fondation Gates s'est montrée aussi généreuse avec quelques ONG. Oxfam America a reçu plus de 11 millions de dollars depuis 2008. En ce qui concerne la critique publique visible, AGRA a été plutôt négligée pendant les 6 dernières années. Et ceci comparée avec la multitude des études et événements sur les thèmes d'accaparement des terres et d'agrocarburants. On pourrait presque dire que AGRA a su se cacher derrière ces discussions. Dans chacun des rapports 2010 à 2012 de FIAN (réseau d'action et d'information FoodFirst) l'accaparement des terres a été mentionné par ci et par là. On ne trouve rien sur AGRA. Sur le site web de Misereor on note 44 contributions sur l'accaparement des terres mais on ne trouvera rien sous le mot-clé AGRA ou „Alliance pour une Révolution Verte en Afrique“. Il en est pareil sur le site de Pain pour le Monde: 112 contributions sur l'accaparement des terres et un seul document qui traite sur AGRA. Seulement quelques collaborations des ONGs ont soulevé le thème dans leurs recherches. Il y a par exemple Roman Herre de FIAN qui a publié une étude sur sept stratégies d'agriculture globale, et qui traite AGRA. Il en est de même pour Benjamin Luig de Misereor qui fait mention de AGRA dans une analyse de janvier 2013. Mais le manque de présence de AGRA sur ces sites web renvoie à une moindre importance que joue ce projet immense.

Une critique **édentée** des ONG

Dans un document publié par Kerstin Bertow en 2011 sous la régie de Pain pour le Monde, il est écrit que „la position de AGRA a été fortement critiquée par de nombreuses ONG et des organisations d'église“. Mais on apprend que la critique se réfère d'abord au manque des „concepts affinés“ et aux „arguments simplistes“. Cela est à contredire car AGRA dispose bien d'un concept peaufiné, seulement, il n'a rien à faire avec la lutte contre la pauvreté ou le développement rurale durable. Ainsi, une critique envers AGRA qui s'épuise dans le constant qu'il manque „une controverse critique avec les conséquences négatives de la révolution verte de années 1960, est un **tigre édenté** comme Roman Herre écrivait dans son étude. Et qu'on ne pose même la question, „si, avec tout ce discours autour de l'importance de l'agriculture paysanne, l'agriculture commerciale / les grands exploitations, dans la pratique, ne seront pas les gagnants“. [6] Cette question a trouvé une réponse depuis. La raison intrinsèque est le bénéfice pour le „Big Business“, raison pour laquelle ont été créées AGRA et toutes les autres initiatives en réseautage avec elle.

Philip Mc Michael, Professeur de sociologie de développement à l'Université Cornell à Ithaca, USA, fournit une critique fondamentale au système de „développement“ agricole dans les pays du Sud tel que propagé par AGRA, la BM et d'autres bailleurs – une critique envers l'établissement des chaînes de valeurs agricoles. [7]

La création des chaînes des valeurs est le business clé de AGRA. „ L'AGRA appuie des activités dans tous les aspects de la chaîne de valeur agricole en Afrique“ peut-on lire sur leur page web. Mc Michael s'y oppose: „ Dans les cas où des entreprises forcent

l'utilisation des intrants agricoles tels que les semences, des engrais et d'autres produits agrochimiques et des crédits à court terme, et imposent des méthodes de culture, le producteur se met dans une dépendance, et qui a le potentiel de devenir un instrument de contrôle, de dépendance de la dette et d'expropriation". La présentation du concept des chaînes de valeurs comme instrument pour l'accès au marché et une productivité agricole améliorée serait une imagination créée par les entreprises et qui a été recyclée par les „institutions de développement“ désireuses de regagner leur légitimité à superviser la sécurité alimentaire mondiale. Que ce concept constituait une solution pratique pour l'alimentation déficitaire en promettant une productivité améliorée pour les producteurs qui jusque là, n'ont pas encore été intégrés par le marché mondial. Mais en réalité, les valeurs produites sur les étapes de la chaîne de valeur sont redistribuées vers l'industrie de transformation, le commerce et les institutions de crédit. Se référant à Jennifer Bair [8], Mc Michael souligne que le sens des chaînes de valeurs consiste en une compétitivité économique améliorée. Il met les choses au clair. Des entreprises qui participent avec succès à des chaînes de valeur ne peuvent offrir aux travailleurs des avantages en termes de salaires ou de conditions de travail améliorés, ni d'emplois sécurisés. Les exemples des conditions sous lesquelles des textiles de marque sont fabriquées sont largement connues!

Les analyses de Mc Michael nous délivrent les enjolivures du business de AGRA et les intérêts qui sont derrière. Déjà l'expression „chaîne“, en elle seule, est un leurre et décrit les relations de pouvoir existantes car l'agrobusiness et les investisseurs se réservent la valeur créée à partir des produits agricoles. Comme nous avons vu dans la première partie de cet essai, avec l'exemple des éleveurs au Mali, l'endettement est le mécanisme décisif pour créer et reproduire des nouvelles dépendances. Les pasteurs maliens ont été forcés de prendre 2 ha comme garantie pour pouvoir obtenir 3 autres ha à crédit.

Chaîne de valeur néolibérale

Ce qui était, dans le temps, l'esclavage par obligation par lequel se définissait la relation entre Patron et Peon (=ouvrier non spécialisé), aujourd'hui, se retrouve dans les diverses formes de l'agriculture contractuelle qui expriment des relations basées sur la dette. Une critique de fond ne devrait pas s'épuiser dans une lamentation „d'une argumentation simpliste“ ou d'un manque de débat critique concernant « l'ancienne“ révolution verte. Les points de départ d'une analyse sont la „philosophie“ des chaînes de valeurs et les conséquences de l'agriculture contractuelle. A la fin, cette dernière peut mener éventuellement à l'expropriation physique des paysans, ou, en cours de chemin, ces derniers pourraient se retrouver dans une situation de tutelle qui équivaut une expropriation.

Les 14.000 commerçants agricoles formés par AGRA constituent le lien entre les

producteurs créant des valeurs en bas de la chaîne et les maillons situés plus haut qui s'approprient des grandes parties des valeurs. Si une fois le circuit d'endettement est mis en marche, le secteur des petites exploitations paysannes bouleversé par les attributs agroindustriels est dépendant des intrants agrochimiques, biotechnologiques et semencières, n'est plus en mesure de se reproduire.

Le crédit pour l'initiation de ce circuit d'endettement provient d'abord du secteur public ; et dans ce monde néolibéral c'est AGRA qui essaie aujourd'hui de reprendre le rôle du secteur public. [9] A l'encontre de Roman Herre (ci-dessus), Elenita Dano avait déjà reconnu en 2007 que l'agrobusiness a appris sa leçon de la Révolution Verte en Asie. [10] A son avis, le tentacule de l'ordre néolibéral est pris dans un réseau complexe des relations entre entreprises, des organisations de „bienfaisance“ (fondations Gates et Rockefeller), de la recherche publique et des ONG. Les beaux mots du rapport sur le développement mondial (World Development Report) de 2008 édité par la BM se lisent comme suit: „Il se développe une vision d'une agriculture pour le développement qui définit à nouveau les rôles des producteurs, du secteur privé et de l'Etat. La production se fait par les petits producteurs qui sont souvent les producteurs les plus efficaces, notamment s'ils ont l'appui de leurs organisations. Le secteur privé organise les chaînes de valeurs par lesquelles le marché arrive chez les petits producteurs et aux fermes commerciales. De part l'amélioration des possibilités et des nouvelles formes de gouvernance l'Etat corrige les failles du marché, régule la compétition et participe de manière stratégique à des partenariats public-privés pour renforcer la compétitivité du secteur agrobusiness et pour une plus grande participation des petits paysans et ouvriers agricoles.“ Le „beau nouveau monde“ de l'Afrique rurale!

Il est à noter ici qu'une importante partie de cette stratégie décrite ci-dessus se situe à l'extrême Nord de la Norvège sur l'île de Spitzbergen, loin de l'Afrique. En janvier 2007, la fondation Gates annonce l'attribution d'appuis d'un montant de 29,9 millions de dollars US pour le renforcement des banques nationales de semences et „du trésor mondial des semences à Spitzbergen“ avec l'objectif de sécuriser la diversité génétique de 21 plantes agricoles „critiques“.[11] Le „trésor mondial des semences“ ouvert en juin 2008, devrait héberger ce qui est détruit ailleurs par le modèle agro-industriel – la diversité génétique de nos plantes agricoles sans laquelle même le génie génétique commercial ne peut pas progresser.

Déjà dans les années 1970, des scientifiques de l'Académie Nationale des Sciences des USA ont reconnu que la révolution verte „est un paradoxe du développement social et économique dans lequel le produit de la technologie (rendement élevé et uniformité) détruit les ressources sur lesquelles cette technologie se base“.[12] Rien n'y est changé jusqu'à aujourd'hui. Qui veut dominer l'alimentation du monde et la génétique des plantes qui y est liée, essaie d'éviter le pire grâce à des banques semencières auxquelles

des entreprises comme Monsanto et Syngenta peuvent avoir recours. Cependant, il est communément reconnu que le maintien de la diversité génétique n'est pas parfait dans les „banques semencières“, mais la meilleure procédure – le maintien in situ par une génétique active, dans la règle par les petits paysans – se soustrait de tout contrôle par les entreprises transnationales et est vue ainsi par les grandes institutions comme un modèle de « fin de série ».

Résistance paysanne

Malgré l'action concertée de l'agrobusiness et des institutions, une partie non négligeable du „groupe cible“ s'oppose avec succès aux ambitions (*ndlr : des entreprises et institutions multinationales*) d'être intégrée dans les chaînes des valeurs au niveau mondial. Entre autre, ceci est dû au fait que les petits paysans de par le monde ont une conscience très poussée des risques. Des nombreuses études socio-économiques prouvent qu'ils apprécient d'une manière rigoureuse si le fait de contracter une dette vaut la peine face aux aléas climatiques, aux invasions des criquets et aux fluctuations des prix, juste dans l'espoir d'un rendement éventuellement plus élevé. Très souvent ils renoncent à un revenu éventuellement plus élevé en faveur d'un revenu plus assuré (*ndlr : mais plus bas*).

Au delà, on peut constater dans de nombreux pays une importante „reconstitution du paysannat“ peu reconnue par les médias. En 2008, le politologue Uwe Hoering renvoie dans son étude „Qui nourrit le monde? L'agriculture a de l'avenir“ qu'au cours des 30 dernières années le nombre de petites exploitations a plus que doublé dans des pays comme l'Éthiopie, l'Inde ou la RDC. Jan Douwe van der Ploeg, Professeur en sociologie rurale à l'université de Wageningen, l'a également décrit dans son livre paru en 2009 „nouveaux paysannats“. A cause de la misère dans les villes, encore renforcée par l'explosion des prix des denrées en 2007 / 2008, on peut constater une réoccupation de l'espace rural en mesurant le taux d'urbanisation. Par exemple, l'urbanisation a diminué de 10 à 35 % au cours de 10 ans (entre 2001 et 2011) dans des pays comme le Kenya, la Mauritanie, le Sénégal et la Tanzanie.

Le contre mouvement à la soumission des petits paysans à l'économie mondiale est aussi bien ancré au niveau politique qu'au niveau des pratiques agricoles. Ces dernières se montrent dans une gamme de plus en plus large des techniques culturelles agro-écologiques par laquelle, dans les pays du Sud, les rendements de beaucoup cultures ont pu être doublés ou parfois même triplés. Ainsi, au cours des 15 dernières années, les superficies cultivées de façon agro-écologique se sont démultipliées en Asie, en Afrique et en Amérique Latine. Avec ces méthodes de cultures très riches en savoir faire, les paysans sont indépendants de la plupart d'intrants contrôlés par les entreprises transnationales. Au niveau politique, ils (*ndlr : les paysans*) sont représentés

premièrement par La Via Campesina, la faitière mondiale d'environ 150 organisations paysannes dans 70 pays, et qui représente environ 200 millions de paysannes et de paysans. A coté de son engagement politique, entre autre contre la privatisation des semences, La Via Campesina appuie l'échange d'expériences sur les techniques agro-écologiques. On obtient des résultats meilleurs avec ces méthodes / techniques qu'avec des monocultures sur des grandes superficies si on regarde le résultat global. Cet effet, observé initialement par Alexander Tschajanow en relation avec „la Nouvelle Politique Economique" de Lenin, a été décrit de nouveau dans les années 1960 par le futur prix Nobel de l'Economie Amartya Sen et a été confirmé entre temps par de nombreuses études. D'une perspective d'économie du marché, la productivité plus élevée des petites exploitations est perçue comme „une distorsion du marché“ car la productivité plus élevée par superficie s'explique par un plus du travail qui y était engagé. Mais il vaut mieux la qualifier en tant que correctif que distorsion s'il s'agit de lutter contre la faim et de nourrir une population mondiale croissante.

Tentative de récupération

Même la fondation Gates s'est aperçue que l'agro-écologie se réjouit d'une popularité croissante. La flexibilité dans cette perception de la réalité la distingue d'ailleurs de la rigidité d'un Paul Collier, Professeur d'Economie très influent. Ce dernier ne laisse aucune occasion pour pester contre les „romantiques de l'agriculture biologique“. La fondation Gates par contre, semble avoir tirée la conclusion qu'il est possible que les peines pour apporter les bénédictions d'une nouvelle révolution verte à l'agriculture africaine ne vont pas servir à grand-chose.

C'est pour cela, parallèlement à l'AGRA, qu'elle s'intéresse depuis 2010, ensemble avec la fondation, Howard-G.-Buffett à un élément clé de la culture agroécologique. D'ailleurs, Howard G. Buffet est le fils aîné de Warren Buffett, l'homme ayant la quatrième fortune au monde selon le magazine américain d'économie Forbes. Howard G. Buffett est propriétaire de plusieurs grandes fermes et siège ou avait siégé dans les conseils d'administration de plusieurs groupes d'industrie alimentaires et agricoles, parmi lesquelles Coca-Cola et Archer Daniel Midlands. La composante clé dont il s'agit, est l'enrichissement du sol en azote à l'aide de légumineuses. Ces plantes sont capables, dans une symbiose avec des bactéries, de fixer l'azote atmosphérique dans le sol. C'est une méthode très importante pour apporter cet élément au sol de manière ciblée, et qui sera ensuite disponible aux cultures comme le maïs et les céréales sans avoir recours à l'agrochimie. Parmi les légumineuses on trouve les petits pois, les haricots mais aussi les arachides et des diverses espèces d'arbres.

Et ce serait mauvais pour les groupes semenciers que les semences des légumineuses pour l'enrichissement biologique en azote ne soient pas sous leur contrôle si les cultures agro-écologiques continuent à prendre de l'ampleur. Pour ne pas rater cette chance, les

deux fondations en collaboration avec l'Université de Wageningen (Pays-Bas) et l'Institut Internationale pour l'agriculture Tropicale (IITA), institut également cofinancé par la fondation Gates, ont mis sur pied l'initiative „N2Africa“. Commencé en tant que projet de 4 ans, N2Africa travaillent désormais dans 13 pays africains (Ethiopie, RDC, Ghana, Kenya, Liberia, Malawi, Mozambique, Nigeria, Rwanda, Sierra Leone, Tanzanie, Uganda et Zimbabwe). A la fin du projet, N2Africa voudrait voir la progression de l'utilisation des variétés des légumineuses „améliorées“ avec 225.000 petits paysans.

Ces efforts sont encadrés par tout un réseau d'organisations et d'initiatives qui travaillent sur le plan international ou dans des pays individuels. Soit mentionné ici, le „Service Centrale de Conseil pour la Propriété Intellectuelle (CAS-IP, Central Advisory Service on Intellectual Property) qui a été intégré dans le consortium du CGIAR (*faitière internationale de la recherche agricole*) [13] en 2012. Dans le langage de ce service, il s'agit d'arriver à une meilleure disponibilité des semences certifiées de légumineuses. „Entre temps, les petits paysans achètent leurs semences de maïs tous les ans, tandis qu'avec les légumineuses, la plupart des semences sont encore produites par les paysans“, explique le conseiller CAS-IP Peter Bloch. Apparemment, une situation intenable, et laquelle devrait être changée à l'aide du programme de production et de commercialisation des semences d'ICRISAT (Institut Internationale pour la recherche des cultures dans les tropiques semi-arides) et du Malawi Seed Alliance (Alliance des Semences de Malawi).

Des réseaux semblables existent dans d'autres pays où N2Africa est actif. La stratégie de N2Africa correspond à ce que Eric Holt-Giménez et Miguel Altieri, deux agro-écologistes leaders, décrivent comme „intégration sélective des aspects techniques de l'agro-écologie par laquelle la politique de la révolution verte ne serait pas mise en question“. [14] Holt-Gimenez et Altieri ne voient pas l'agro-écologie en tant que phénomène biologique et agricole mais, comme d'autres, en tant que „science, mouvement et pratique“. Plus claire encore l'exprimait le troisième Congrès Internationale de la Société Scientifique d'Amérique Latine pour l'Agroécologie en août 2011 qui définissait dans sa déclaration finale: „L'Agroécologiste idéale exerce en même temps la science et la pratique agricole et est soucieux de garantir que son action est guidée par l'équité sociale“. Il est compréhensible que la fondation Gates et ses alliés perçoivent la diffusion croissante de l'agroécologie comme une menace sérieuse pour l'hégémonie envisagée du modèle agricole (*agroindustriel*) préféré des « élites ». De ce fait, on peut interpréter l'intégration de certains aspects techniques de l'agroécologie dans la stratégie de la création des chaînes des valeurs comme une tentative pour neutraliser le courant gênant d'agroécologie dans le petit paysannat par des coptions partielles. Il reste à voir qui prendra le dessus dans cet affrontement.

Notes

[1] Oliver De Schutter: Report submitted by the Special Rapporteur on the Right to Food. United Nations, General Assembly, 20.12.2010, A/HRC/16/49. <http://tinyurl.com/4f4z6od>

[2] Siehe dazu den Bericht der Organisation GRAIN: "Unravelling the 'miracle' of Malawi's green revolution", Januar 2010. Online: <http://www.grain.org/article/entries/4075>

[3] CGIAR (Consultative Group on International Agricultural Research) ist eine übergeordnete Organisation für 15 internationale, inzwischen größtenteils privat finanzierte Agrarforschungsinstitute

[4] Carol B. Thompson (2012): Alliance for a Green Revolution in Africa (AGRA): Advancing the theft of African genetic wealth. Review of African Political Economy 39; 345-350

[5] Vgl. hierzu die Veröffentlichungen im International Journal of Agricultural Sustainability, Nr. 10, aus dem Jahr 2012 von Marie Javdani: "Malawi's agricultural input subsidy", S. 150-163; Alain Terry: "Evaluating the Green Revolution after a decade", S. 135-149; sowie der Beitrag von Jeanne Koopman: "Will Africa's Green Revolution squeeze African family farmers to death?", in: Review of African Political Economy 39, September 2012, S. 500-511 und Rachel Bezner Kerr: "Lessons from the old Green Revolution for the new", in: Progress in Development Studies 12, Januar 2012, S. 213-229

[6] Roman Herre: Strategien zur globalen Landwirtschaft. Synopse 7 aktueller Konzepte zur ländlichen Entwicklung und Landwirtschaft. Forum Umwelt und Entwicklung, Bonn 2008

[7] Philip McMichael: "Value chain and debt relations: contradictory outcomes", in: Third World Quarterly 34, 2013, S. 671-690

[8] Jennifer Bair: (2005): "Global capitalism and commodity chains: looking back and going forward", in: Competition & Change 9, 2005, S. 119-139

[9] McMichael a.a.O.

[10] Elenita C. Daño: Unmasking the new Green Revolution in Africa: Motives, players and dynamics. Penang, Bonn, Richmond 2007

[11] <http://tinyurl.com/k9vdpdp> (Zugriff 24.8.2013)

[12] Klaus Pedersen: Naturschutz und Profit. Münster 2008, S. 61

[13] CGIAR (Consultative Group on International Agricultural Research) ist eine übergeordnete Organisation für 15 internationale, inzwischen größtenteils privat finanzierte Agrarforschungsinstitute.

[14] Eric Holt-Giménez und Miguel A. Altieri: "Agroecology, food sovereignty, and the new Green Revolution", in: Agroecology and Sustainable Food Systems 37, 2013, S. 90-102

Dr. Peter Clausing est administrateur du portail www.welt-ernaehrung.de .
Son livre (en allemand) "Die Grüne Matrix. Naturschutz und Welternährung am Scheideweg" („la matrice verte. Protection de la nature et l'alimentation du monde à la croisée des chemins“)
Paru en septembre 2013 dans l'édition Unrast.
<http://www.unrast-verlag.de/die-gruene-matrix-detail>